



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/A-Bure-les-antinucleaires-s-installent-dans-la>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **À Bure, les antinucléaires s'installent dans la durée**

**14 août 2017**

## **À Bure, les antinucléaires s'installent dans la durée**

Source : La Croix

<https://www.la-croix.com/France/A-Bure-antinucleaires-sinstallent-duree-2017-08-14-1200869559>

## **À Bure, les antinucléaires s'installent dans la durée**

Élise Descamps, à Mandres-en-Barrois (Meuse), le 14/08/2017 à 7h49

Les opposants au site d'enfouissement de déchets nucléaires de Bure, dans la Meuse, appellent à une grande manifestation demain. Leur stratégie mêle occupation du terrain et actions en justice.



Des centaines de manifestants s'étaient déjà rassemblés le 14 août 2016 pour bloquer les travaux de l'Andra au bois Lejuc, situé sur la commune de Mandres-en-Barrois. / François Nascimbeni/AFP



Ils pourraient être 1 500, demain, à manifester à Bure (Meuse) contre le projet Cigéo (centre de stockage en profondeur des déchets radioactifs). Certains sont déjà arrivés ce week-end pour un festival, les « [Bure'lesques](#) ». Les derniers revers juridiques subis par le projet ont donné des ailes à ces opposants, pour qui le site fait figure de symbole de l'opposition au nucléaire.

Mi-juin, un rapport de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) a ainsi pointé des risques en cas d'incendie dans certaines zones souterraines de stockage. Dans la foulée, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) a annoncé [le report d'un an](#) du dépôt de la demande d'autorisation de création du centre d'enfouissement.

À lire : [Les archéologues revendiquent un droit de fouiller à Bure](#)

Début août, c'est l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) qui a émis à son tour des réserves sur la sécurité du site. Les opposants ont aussi marqué des points en justice. Le dernier en date : en juin 2017, quatre associations ont obtenu de l'Autorité environnementale qu'elle retire sa dispense d'étude d'impact des forages en profondeur prévus.

## Une nouvelle génération de militants

Autant de contretemps de nature à retarder le chantier, sur lequel la résistance s'organise. « *La population a réalisé que le projet n'est pas encore autorisé et qu'il est encore temps de se battre* », indique Angèle, 42 ans (1), venue du nord du département et qui projette de s'installer ici comme apicultrice.

Sylvain, diplômé de Sciences-Po, autre nouveau venu, envisage de se poser ici pour un an, le temps d'écrire un livre. « *Nous sommes la génération COP21, loi travail, Nuit debout. Nous avons besoin de luttes concrètes. Bure, c'est le territoire idéal. Comme rien n'est fait, nous avons une prise possible. Je me suis pris d'affection pour ce territoire dépeuplé, au fort vote FN. On veut le faire revivre, qu'il ne croie pas que son avenir passe forcément par le nucléaire.* »

À voir : [Enfouir les déchets nucléaires, un pari dangereux ?](#)

Une nouvelle génération de militants prend ainsi peu à peu le relais des anciens. La « Maison de la résistance » accueille ainsi en permanence de 20 à 40 jeunes venus de toute la France et d'Europe. Un camp de réflexion entre militants de diverses causes, à l'été 2015, a marqué un tournant. Une trentaine d'entre eux sont restés et ont commencé à louer ou racheter des maisons dans le secteur – elles sont très bon marché. Ils se sont engagés dans l'autosuffisance alimentaire, partageant leurs ressources pour se consacrer à la militance. Régulièrement, ils font du porte-à-porte pour inviter à leurs événements.

## Occuper le terrain

À l'entrée du bois où sont prévus les forages, une barricade a été érigée pour retarder l'accès à la dizaine de constructions disséminées, dont cinq impressionnantes cabanes perchées jusqu'à 25 mètres de haut dans les arbres. Claude Orbion, agriculteur bio et maire de Nançois-le-Grand, une commune du secteur, a décidé de soutenir ces occupants avec son tracteur, ses graines et ses conseils. « *Ils sont sympathiques, ils réfléchissent, reviennent à la terre, et dans une société individualiste, ils sacrifient un temps de leur vie pour les générations futures.* »

Ce membre d'une équipe Chrétiens en monde rural qui s'est publiquement positionnée contre Cigéo, dans la droite ligne du rapport fait en 2012 par quatre évêques du secteur, se dit « *guidé par le respect de la Création et des générations futures : on n'a aucune certitude sur le devenir de ces déchets. D'un point de vue éthique et en tant que chrétien, ça me pose un problème* ».

L'été dernier, les « anti » bloquaient les travaux de l'Andra au bois Lejuc. L'Agence avait obtenu cette forêt de la commune de Mandres-en-Barrois en 2015 en échange d'une autre lui appartenant, afin de la défricher pour y creuser des forages et des galeries souterraines, notamment. Depuis, plusieurs dizaines de personnes occupent ainsi le terrain par roulement. Mais ils refusent toutefois de parler de « zone à défendre », conscients que le rapport de force ne leur est pas favorable.

-----

## **La bataille judiciaire**

**Le 1<sup>er</sup> août 2016**, huit associations et quatre habitants obtiennent du tribunal de grande instance de Bar-le-Duc l'arrêt du déboisement que l'Andra avait commencé en mai. Celle-ci doit remettre en état les sept hectares détruits.

**Fin février 2017**, des habitants de Mandres-en-Barrois obtiennent que le tribunal administratif de Nancy juge non conformes les conditions de cession de ce bois et annule la délibération municipale de 2015. En mai, la situation sera régularisée et la cession confirmée.

**En juin 2017**, quatre associations obtiennent de l'Autorité environnementale (ministère de la transition écologique) qu'elle retire sa dispense d'étude d'impact des forages en profondeur qui y seront menés.

Élise Descamps, à Mandres-en-Barrois (Meuse)